

En Ukraine, l'impasse de la «direction depuis l'arrière»

OPINION. La guerre lancée par la Russie en Ukraine est aussi une guerre par procuration des Américains, et c'est toute la difficulté d'en sortir, estime l'ancien sous-secrétaire général de l'ONU Marcel Boisard



Marcel A. Boisard
ancien délégué du CICR et sous-secrétaire général des Nations unies

Empêtré dans les conflits d'Irak et d'Afghanistan, Obama, avec la locution de «*leadership from behind*» («direction depuis l'arrière»), réintroduisit le concept de conflit armé par procuration, propre à la guerre froide. Il fut appliqué en Libye. Sur le plan diplomatique, Hillary Clinton évoqua comment elle avait poussé la Ligue arabe à demander une zone d'exclusion aérienne, plutôt que ce soit les Etats-Unis qui ne la soumettent au Conseil de sécurité. Au niveau militaire, la même astuce fut facile, considérant l'impatience de Sarkozy d'en découdre. Sous couvert de l'OTAN, Washington a dirigé l'opération, par le renseignement et la coordination, sans apparaître. Le conflit se termina par une «victoire», sans aucune perte américaine. On connaît la suite bien douloureuse pour l'Afrique. Avec le retrait d'Afghanistan en avril 2021 et d'Irak en décembre 2021, les Etats-Unis n'ont plus de troupes combattantes à l'étranger, après, respectivement, vingt et dix-huit ans d'engagement direct.

Obama fit «pivoter» l'axe des préoccupations vers l'Asie. Outre des bases entourant la Chine, les Etats-Unis disposent d'alliés puissants. L'armée de la Corée du Sud compte potentiellement plus de cinq millions d'hommes. Elle est parmi les mieux équipées du monde. Les forces d'autodéfense japonaises sont loin d'être négligeables, avec un effectif d'environ 300 000 hommes disposant de quelques armes offensives. Taïwan pourrait mobiliser 4,2 millions d'hommes. L'armée de terre et la marine sont vieillissantes, alors que l'aviation passe pour être très efficace. En face, l'Armée populaire de libération de Chine compte quelque 5,5 millions d'hommes, toujours mieux équipés. La Corée du Nord aurait un effectif potentiel de 10,7 millions. Les deux Etats sont des puissances nucléaires. En cas d'un éventuel conflit avec la Chine qui ne tournerait pas immédiatement en apocalypse, les Etats-Unis ne sauraient compter seulement sur leurs alliés régionaux et se verraient contraints d'envoyer leurs citoyens à la bataille. Les limites de la «direction depuis l'arrière» seraient largement atteintes.

Une situation difficile

La seconde confrontation potentielle pour les Etats-Unis demeure la Russie. L'instabilité politique, la corruption et le mécontentement des minorités en Ukraine offrent prétexte à intervention. La sous-secrétaire d'Etat Victoria Nulan, d'origine ukrainienne, ne cacha pas son jeu actif et déterminant lors des événements tragiques de la place Maïdan, à Kiev, en février 2014. Ses commentaires obscènes, [transmis par inadvertance sur son téléphone resté allumé](#), en sont la preuve. L'intrigue américaine faisait pendant à la pression russe. La Crimée est annexée en mars. Les séparatistes russophones de l'Est réclament une Confédération leur octroyant une large autonomie. Ils prennent les armes. Les accords de Minsk de septembre 2014 et de février 2015 dont l'Allemagne, la France et la Russie sont garants, ne sont pas respectés. Kiev les considérait comme un «compromis injuste», trop favorable à la Russie. Les combats furent violents, entraînant près de quinze mille victimes en huit ans.

En février 2022, par présomption naïve, Vladimir Poutine lance ses forces sur l'Ukraine. L'Occident, les Etats-Unis au premier chef, condamne, sanctionne et finance la résistance. Lloyd Austin, secrétaire à la Défense explicite l'objectif: «Affaiblir la Russie autant que faire se peut.» Le malheureux et valeureux peuple ukrainien est immolé dans les relents du conflit Est-Ouest. Son sort ne lui appartient pas, même si les élections américaines de mi-mandat n'ont pas fondamentalement changé la donne. La situation économique difficile pèse de tout son poids. Joe Biden a déjà encouragé les Ukrainiens à dire qu'ils pourraient négocier et leur suggérerait la modération. Après dix mois de combats sanglants le front se stabilise, en attendant la boue, puis l'hiver.

L'issue de cette guerre reste incertaine. Elle n'est pas finie avec la reprise de Kherson. Des auteurs américains pensent que, en cas de défaite partielle des Russes, des concessions territoriales devront néanmoins être faites et une neutralité considérée. D'autres analystes craignent que, si les Etats-Unis devaient gagner la guerre, aux conditions ukrainiennes, à savoir la récupération, fort peu probable, de tous les territoires occupés et de la Crimée, ils se verraient tenus de mettre en place un dispositif de défense militaire pérenne, aussi lourd, coûteux et dangereux que celui qu'ils maintiennent en Corée. La «direction depuis l'arrière» aurait échoué et la face de l'Europe serait changée. Tristes perspectives!